ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουνίου 1955	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου 144

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3263.

Περὶ κυρώσεως τοῦ Πρωτοκόλλου, τοῦ ἀφορῶντος τὴν Εὐρωπαϊκὴν Διάσκεψιν τῶν Ὑπουργῶν τῶν Μεταφορῶν, καὶ τοῦ Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῆς Διασκέψεως ταύτης.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καθ' ὅλα αὐτοῦ τὰ μέρη τὸ ὑπογραφὲν τὴν 17ην Ὀκτωβρίου 1953 ἐν Βρυξέλλαις Πρωτόκολλον, τὸ ἀφορῶν τὴν Εὐρωπαϊκὴν Διάσκεψιν τῶν Ὑπουργῶν τῶν Μεταφορῶν, καὶ ὁ ἐν παραρτήματι αὐτοῦ Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῆς Διασκέψεως ταύτης.

Τὸ κείμενον τοῦ ὡς ἄνω Πρωτοκόλλου καὶ τοῦ Κανονισμοῦ ἔπεται ἐν γαλλικῷ καὶ ἀγγλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἰουνίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΦ)ΡΓΟΣ **Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουνίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΛ. ΘΕΟΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

PROTOCOLE

Relatif à la Conference Européenne des Ministres des Transports.

Les Gouvernenments représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports qui s'est réunie à Bruxelles, du 13 au 17 octobre 1953 ;

Désireux d'instituer une precédure permettant de prendre des mesures efficaces en vue de coordonner et de rationaliser les transports intérieurs européens d' importance internationale ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Conference Europeenne des Ministres des Transports.

Par les présentes est organisée une «Conférence Européenne des Ministres des Transports» (appelée ci-après la «Conférence»).

Article 2.

Structure de la Conférence.

La Conférence comprend :

a) un Conseil des Ministres des Transports (appelé ci-après le Conseil) ;

b) un Comité des Suppléants (appelé ci-après le Comité) ;

Ces deux organes sont assistés d'un Sectétariat administratif.

Article 3.

Objectifs de la Conférence

La Conférence a pour objectifs

a) de prendre toutes mesures destinées à réaliser, dans un cadre général ou régional, la meilleure utilisation et le développement le plus rationnel des transports intérieurs européens d'importance internationale ;

b) de coordonner et de promouvoir les travaux des Organisations internationales s'intéressant aux transports intérieurs européens, compte ténu de l'activité des autorités supranationales dans ce domaine.

Article 4.

Membres et Membres Associés de la Conférence.

1. Sont membres de la Conférence les Parties Contractantes au présent Protocole.

2. Sont membres associés de la Conférence le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, s'ils en font la demande, ainsi que tout autre gouvernement dont la demande d'adhésion comme membre associé aura été approuvée à l' unanimité par le Conseil.

3. Les membres associés peuvent se faire représenter par des observateurs à toutes les réunions du Conseil et du Comité. Tous les documents émanant de la Conférence leur sont communiqués.

Article 5.

Conseil des Ministres.

Le Conseil se compose des Ministres qui ont les transports intérieurs dans leurs attributions au sein de leur propre gouvernement. Au cas où, dans un gouvernement, diverses questions de transports intérieurs relèvent de la compétence de deux ou plusieurs Ministres, ceux-ci peuvent participer aux travaux du Conseil, sous réserve qu'aucun gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Conseil.

Article 6.

Comite des Suppleants.

1. Le Comité se compose de fonctionnaires désignés à raison d'un Suppléant par Ministre, étant entendu qu'aucun gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Comité.

2. Le Comité a pour rôle :

a) de préparer les séances du Conseil ;

b) de traiter les questions pour lesquelles une délégation lui serait donnée par le Conseil ;

c) d'informer le Conseil des mesures prises dans les divers pays pour donner effet aux conclusions prises au sein de la Conférence.

Article 7.

Dispositions Administratives.

a) Le siège administratif de la Conférence est fixé à Paris. Le Conseil se réunit au siège administratif de la Conférence ou en un autre lieu, selon qu'il en décidera. Le Comité se réunit normalement au siège administratif de la Conférence ; il peut se réunir en un autre lieu si le Conseil en décide ainsi, en accord avec le gouvernement intéressé.

b) Le Secrétariat administratif est rattaché administrativement au Secrétariat de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, mais dans l'exercice de ses fonctions, il dépend uniquement de la Conférence. Les Secrétaires administratifs sont nommés avec l'agrément de la Conférence. Ils sont chargés de la rédaction des ordres du jour, comptes rendus et procès-verbaux des réunions du Conseil et du Comité. Ils consignent les conclusions de la Conférence et sont chargés de la distribution des documents et de la conservation des archives de la Conférence.

Article 8.

Groupes Réstreints.

a) Des groupes restreints peuvent être formés pour mettre à l'étude et poursuivre la discussion, dans le cadre de la Conférence, de questions présentant pour certaines membres un intérêt particulier et rentrant dans les objectifs de la Conférence.

b) La formation d'un groupe restreint doit être notifiée au Conseil qui sera tenu informé de la marche générale des travaux de ce groupe.

c) Les autres membres, s'ils s'estiment intéressés, seront admis à suivre les études et discussions du Groupe restreint, mais ne pourront s'opposer à ce qu' elles soient poursuivies dans le cadre de la Conférence.

Article 9.

Conclusions de la Conférence.

a) Les Conclusions prises au sein de la Conférence sont mises en application dans les pays qui s'y sont ralliés ; à cet effet, les Ministres des Transports intéressés prendront ou proposeront chacun en ce qui le concerne et dans la limite de sa compétence nationale, toutes mesures adéquates.

b) Si la conclusion d'un accord international général ou restreint apparaît nécessaire, chaque Ministre des Transports intéressé demande à son gouvernement que des pleins pouvoirs soient accordés à lui-même, ou à une ou plusieurs personnes spécialement désignées à cet effet, pour conclure cet accord international. Tout accord international ainsi conclu entre un certain nombre de gouvernements membres sera ouvert à l'adhésion des autres gouvernements membres.

c) Dans certains cas particuliers, la Conférence ou un Groupe restreint peut, par un vote émis à l'unanimité, et nonobstant les dispositions des alinéas (a) et (b) ci-dessus, transmettre ses conclusions à une organisation internationale investie d'un pouvoir de décision, en lui demandant d'adopter cette conclusions, à titre de décision propre.

d) Tout gouvernement membre de la Conférence, mais n'adhérant pas à une organisation internationale

qui aurait pris une décision en vertu des dispositions de l'alinéa (c) ci-dessus, peut notifier à la Conférence son intention d'agir comme s'il était lié par cette décision.

Article 10.

Regime Financier.

a) L'Organisation Européenne de Coopération Economique sera invitée à prendre à sa charge les traitements et dépenses du Secrétariat administratif et à fournir les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de la Conférence. Toutefois, lors qu'un des organes de la Conférence se réunit en dehors de son siège, le pays invitant supporte les frais entraînés par la réunion, sous réserve des traitements du Secrétariat administratif qui sont à la charge de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

b) Les gouvernements membres de la Conférence qui ne sont pas membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique contribueront aux dépenses de la Conférence selon les dispositions spéciales à arrêter entre ces gouvernements et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

c) Les conditions d'application du présent article et de l'article 7 ci-dessus feront l'objet d'un arrangement entre la Conférence et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 11.

Relations avec les Organisations Internationales

a) La Conférence peut établir des relations avec les organisations internationales, supra-nationales, intergouvernementales et non gouvernementales s' intéressent aux questions de transports intérieurs européens.

b) Si la Conférence est saisie de questions techniques déterminées qui peuvent nécessiter une étude particulière, le Conseil ou le Comité confie, chaque fois que cela est possible et de la manière qui lui parait la plus appropriée, à une organisation internationale intergournementale ou non gouvernementale compétente, s'intéressant aux transports intérieurs européens, le soin d'effectuer les études nécessaires. Se fondant sur ces études, le Comité soumet ses conclusions au Conseil pour approbation.

c) (1) Il est reconnu que la Conférence a un intérêt majeur à consulter l'Organisation Européenne de Coopération Economique sur les questions transports intérieurs européens présentant un intérêt économique général, et à consulter également les autres organisations visées au paragraphe (a) ci-dessus sur les problèmes de transport qui sont de leur domaine respectif. Cette consulation aura un caractère de réciprocité chaque fois que cela est possible.

2. Si l'Organisation Européenne de Coopération Economique estime qu'une question étudiée par la Conférence présente un intérêt économique général, elle pourra demander à l'unanimité à être consultée, étant entendu que la Conférence pourra également, sur les problèmes de sa propre compétence, demander dans les mêmes conditions à être consultée par l'Organisation Européenne de Conpération Economique.

Article 12.

Règlement Interieur.

1. Le règlement intérieur annexé au présent Protocole régit les travaux de la Conférence.

2. Le Conseil peut réviser ou compléter le Règlement intérieur par une décision prise à l'unanimité.

Article 13.

Amendements.

Le présent Protocole peut être amendé par le Conseil, les Ministres devant se prononcer à l'unanimité et être munis de pleins pouvoirs de leur Gouvernement ; les amendements entrent en vigueur dès que tous les gouvernements membres les ont approuvés.

Article 14.

Signature, Ratification et entrée en vigueur.

1. Le présent Protocole restera ouvert à la signature à Bruxelles jusqu'au ler mai 1954 à tous les gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports tenue à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953.

2. Chacun de ces gouvernements peut devenir Partie Contractante au présent Protocole :

a) par signature sans réserve de ratification ;

b) par signature sous réserve de ratification, suivie de ratification.

3. Dans les cas visés au paragraphe 2 (b) du présent article, les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge et la ratification prendre effet à la date du dépôt des instruments. Notification en sera faite par le Gouvernement belge aux gouvernements visés au paragraphe 1 ci-dessus.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que six gouvernements au moins l'auront approuvé à titre définitif soit par signature sans réserve de ratification, soit par signature suivie de ratification. Pour chaque gouvernement qui, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le signera sans réserve de ratification ou le ratifiera, le Protocole entrera en viguqueur au moment de cette signature ou de cette ratification.

5. Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du présent Protocole, les gouvernements qui l'auront signé sous réserve de ratification conviennent, afin d'éviter tout retard, de le mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, pour autant que leurs règles constitutionnelles respectives le leur permettent.

Article 15.

Adhesion.

1. Tout Gouvernement européen non signataire peut devenir Partie Contractante au présent Protocole, en y adhérant après que sa demande de faire partie de la Conférence aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge et l'adhésion prendra effet dès leur dépôt.

Article 16.

Dénonciation.

Tout gouvernement membre pourra dénoncer le présent Protocole, en donnant un préavis de six mois au gouvernement belge, qui le notifiera aux autres gouvernements membres.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Belgique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les gouvernements participants.

Pour la République fédérale d'Allemagne.
SEEBOHM.
Pour l'Autriche :
Pour la Belgique :
Sous réserve de ratification.
P. W. SEGERS.
Pour le Danemark :
Ad referendum
Palle CHRISTENSEN.
Pour l'Espagne :
Sous réserve de ratification
Le Comte de VALLELLANO.
Pour la France :
J. CHASTELLAIN.
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Subject to ratification
SELKIRK.
Pour la Grèce :

Pour l'It.lie :
Bernardo MATTARELLA.
Pour le Luxembourg :
Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation de l'arranmément à conclure, conformément à l' l'article 10 c.
V. BODSON.
Pour la Norvège :
Subject to ratification
Jakob PETTERSEN.
Pour les Pays-Bas :
Sous réserve de ratification
J. ALGERA.
Pour le Portugal :
Ad referendum
M. GOMES de ARAUJO.
Pour la Suède :
Subject to ratification
Sven ANDERSSON.
Pour la Suisse :
ESCHER.
Pour la Turquie :
Sous réserve de ratification
K. ZEYTINOGLU.
Pour la Zone Anglo-américaine du Territoire libre de Trieste :
Sous réserve de ratification
COSULICH.

Règlement Interieur de la Conférence Européenne des Ministres des transports.

Article 1.

Conseil.

a) Le Conseil élit, à la majorité des membres présents, un Bureau composé d'un Président et de deux Vice-Présidents. Ce Bureau est élu en principe chaque année et reste en fonctions jusqu'à la désignation d'un nouveau Bureau.,

b) Le Président sortant est normalement remplacé par le premier Vice-président de l'année précédente, et ce dernier par le second Vice-président.,

c) Si, au cours de son mandat, un membre du Bureau quitte ses fonctions de Ministre des Transports au sein de son propre gouvernement, il est automatiquement remplacé par le Ministre qui lui succède dans ces fonctions.,

Article 2.

Le Conseil se réunit en principe au moins une fois par an sur convocation de son Président. En outre, celui-ci convoque le Conseil lorsque le tiers au moins des membres en font expressément la demande.

Article 3.

Comité.

Le Bureau du Comité se compose d'un Président et de deux Vice-Présidents. Afin d'assurer une liaison étroite entre le Bureau du Conseil et celui du Comité, le Président et les Vice-Présidents du Comité sont respectivement les Suppléants du Président et des Vice-Présidents du Conseil.

Article 4.

Le Comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime nécessaire et en tout cas lors de chaque session du Conseil. Le Président convoque également le Comité sur la demande ou avec l'accord d'un tiers au moins de ses membres.

Article 5.

Sauf décision contraire du Conseil, les séances du Conseil et du Comité ne sont pas publiques.

Article 6.

Groupes Restreints.

Les groupes restreints formés conformément à l' Article 8. du Protocole règlent leurs méthodes de travail.

Article 7.

Ordre du Jour.

a) Avant chaque séance du Conseil ou du Comité, le Bureau intéressé établit un ordre du jour provisoire.

b) Au premier point de l'ordre du jour figure l' examen des mesures prises par les pays membres pour donner effet aux Conclusions de la Conférence.

c) L'ordre du jour provisoire est mis à la disposition de tous les membres, six semaines au moins avant la date de chaque session du Conseil et trois semaines au moins avant la date de chaque session du Comité.

d) A l'ouverture de chaque session, tout membre a le droit d'inscrire une question à l'ordre du jour provisoire. L'ordre du jour est ensuite adopté à la majorité des membres présents.,

Article 8.

Votes.

Les Résolutions prises par le Conseil ou par le Comité sur des questions de procédure ayant pour objet la marche de leurs travaux sont adoptées à la majorité des membres présents, sauf disposition spéciale contraire.

Article 9.

Quorum.

Pour toute réunion du Conseil ou du Comité, le quorum est atteint lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

Article 10.

Comptes Rendus.

Il est établi un compte rendu pour toutes les séances du Conseil et du Comité.

Article 11.

Auditions.

Lorsque la Conférence discute d'une question pour laquelle une Organisation internationale est compétente, des arrangenents peuvent être pris par le Comité, décidant à la majorité pour prendre connaissance des vues de l'Organisation en question.

Article 12.

Dispositions divérses.

A moins que le Bureau du Conseil ou du Comité n' en décide autrement, les documents énanant de la Conférence ne sont communiqués qu'aux gouverne_ments membres et associés.

Article 13.

Le Bureau du Conseil peut, avec l'accord du Conseil' publier des communiqués de presse sur les travaux de la Conférence.

ACTE FINAL

La Conférence Européenne des Ministres des Transports, réunie à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953,

En vue de se concerter sur des questions relatives aux transports intérieurs européens,

A arrêté et ouvert à la signature le texte d'un Protocole retatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports avec, en Annexe, un Règlement d'ordre intérieur ;

ET A arrêté en outre les Résolutions suivantes relatives :

1) aux transports par chemin de fer :

Exploitation en commun du matériel à marchandises,

Adoption d'itinéraires rationnels d'acheminement des marchandises par chemin de fer et unification des tarif ;

Standardisation du matériel et électrification ;

Financement international des achats de matériel ferroviaire ;

Mesures à prendre en vue d'accroître le nombre de pays participants aux Conventions internationales pour le transport par chemin de fer et d'accélérer la ratifications des Conventions internationales préparées par les organisations spécialisées.

2) aux transports par route :

Aménagement d'itinéraires de trafic international routier ;

Signalisation routière ;

Poids et dimensions des véhicules automobiles ;

Réglementation des transports routiers internationaux ;

Circulation routière ;

Aménagement des bureaux douaniers sur les grandes routes de trafic international.,

3) aux transports par voies navigables :

Etablissement d'une liste de projets concernant les voies d'eau d'intérêt européen ;

Problèmes internationaux posés par l'exploitation des voies navigables.

4) à des questions de caractère général intéressant les trois modes de transport :,

Investissements en matière de transport ;

Denrées périssables.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présant Acte Final.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise.

Pour la République fédérale d'Allemagne.
SEEBOHM.
Pour l'Autriche :
Pour la Belgique :
P.W. SEGERS.
Pour le Danemark :
Ad referendum
Palle CHRISTENSEN.
Pour l'Espagne :
Sous réserve de ratification
Le Comte de VALLELLANO.
Pour la France :
J. CHASTELLAIN.
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
SELKIRK.
Pour la Grèce :
Pour l'Italie :
Bernardo MATTARELLA.
Pour le Luxembourg :
V. BODSON.
Pour la Norvège :
Subject to ratification
Jakob PETTERSEN.
Pour les Pays-Bas :
J. ALGERA.
Pour le Portugal :
M. GOMES de ARAUJO.
Pour la Suède :
Sven ANDERSSON.
Pour la Suisse :
ESCHER.
K. ZEYTINOGLU.
Pour la Zone Anglo-américaine du Territoire libre de Trieste :
COSULICH.

PROTOCOL

Concerning the European Conference of Ministers of Transport.

The Governements represented at the European Conference of Ministers of Transport meeting in Brussels from 13th to 17th October 1953 ;

Desirous of instituting a procedure whereby effective steps can be taken to co-ordinate and rationalise European inland transport of international importance ;

Have agreed as follows :

Article 1.

European Conference of Ministers of Transport.

There is hereby organised a European Conference of Ministers of Transport (hereinafter referred to as the «Conference»).

Article 2.

Structure of the Conference.

The Conference shall comprise :

a) A Council of Ministers of Transport (hereinafter referred to as the Council) ;

b) A Committee of Deputies (hereinafter referred to as the Committee) ;

These two bodies shall be assisted by Administrative Secretaries.

Article 3.

Purposes of the Conference.

The purposes of the Conference shall be :

a) to take whatever measures may be necessary to achieve, at general or regional level, the maximum use and most rational development of European inland transport of international importance ;

b) to co-ordinate and promote the activities of international organisations concerned with European inland transport, taking into account the work of supranational authorities in this field.

Article 4.

Membership and Associate Membership of the Conference.

1. The members of the Conference shall be the contracting parties to the present Protocol.

2. The associate membres of the Conference shall be the Government of the United States of America and the Government of Canada, if they so request, and any other Government after, its application for associate membership has received the unanimous approval of the Council.,

3. Associate members may be represented by observers at all meetings of the Council and of the Committee. All documents originating in the Conference shall be communicated to them.,

Article 5.

Council of Ministers.

The Council shall be composed of those Ministers who are responsible for inland transport in their own Governments. In those cases where, in one Government, different inland trasport questions are dealt with by two or more Ministers, any of those Ministers may participate in the work of the Council provided that no member Government shal have more than one vote in the Council.

Article 6.

Committee of Deputies.

1. The Committee shall be composed of officials appointed on the basis of one deputy for each Minister, it being underdtood that each member Government shall have no mere than one vote in the Committee.

2. The function of the Committee shall be :

a) to prepare for each meeting of the Council ;

b) to seal with questions delegated to it by the Council ;

c) to report on the measures taken in different countries to implement the conclusions reached within the Conference.

Article 7.

Administrative Arrangements.

a) The administrative seat of the Conference shall be in Paris. The Council shall meet at the administrative seat of the Conference, or elsewhere, as they may decide. The Committee shall normally meet at the administrative seat of the Conference. They may, however, meet elsewhere if the Council so decide with the agreement of the Government concerned.

b) The administrative secretariat shall be administratively integrated with the secretariat of the Organisation for European Economic Co-operation but they shall be solely under the operational control of the Conference. The Administrative Secretaries shall be appointed with the agreement of the Conference. They shall be responsible for the preparation of the agenda, records and minutes of the meetings of the Council or Committee. They shall also take mote of the conclusions of the Conference and shall be responsible for the distribution of documents and the safekeeping of the archives of the Conference.

Article 8.

Restricted Groups.

a) Restricted groups may be formed for the purpose of initiating studies and discussions, within the framework of the Conference, of questions which are of special interest to certain membres and are covered by the purposes of the Conference.

b) The Council shall be notified of the formation of any restricted group and kept informed of the general progress of its work.

c) If the other members consider their interests are involved they will be allowed to follow the studies and discussions of the restricted group, but they will not be able to oppose their being carried out within the framework of the Conference.

Article 9.

Conclusions of the Conference.

a) The conclusions reached within the Conference shall be put into effect in the countries in agreement with them in that the Ministers of Transopt concerned, acting individually within the area of their national competence, shall take or propose whatever measures may seem to them to be most appropriate.

b) Whenever the conclusion of a general or restricted international agreement seems necessary, each Minister of Transport concerned shall seek from his Government full powers to enable him, or any person or persons specially appointed for the purpose, to conclude the international agreement in question. Any international agreement so concluded between a limited number of member governments shall be open for accession by other member governments.

c) The Conference or a restricted group may, by unanimous agreement, in any particular instance, notwithstanding the provisions of (a) and (b) above, transmit its conclusions to any international organisation competent to take decisions with a request that the organisation in question should adopt the conclusion concerned as its own decision.

d) Any Government which is a member of the Conference but is not a member of an international organisation which may have taken a decision under the provisions of paragraph (c) above, may notify the Conference if its intention to act as though it were bound by that decision.

Article 10.

Financial Responsibilities.

a) The Organisation for European Economic Co-operation will be invited to pay the salaries and expenses of the Administrative secretariat and to provide whatever facilities may be required for the proper working of the Conference. Whenever a body of the Conference meets elsewhere than at the administrative seat of the Conference, the host country shall pay all the expenses incurred by the meeting except the salaries of the administrative secretariat which shall be paid by the Organisation for European Economic Co-operation.

b) Member governments of the Conference who are not members of the Organisation for European

Economic Co-operation will contribute to the expenses of the Conference under special arrangements to be concluded between them and the Organisation for European Economic Co-operation.

c) The detailed application of this Article and of Article 7 above shall be the subject of an arrangement between the Conference and the Organisation for European Economic Co-operation.

Article 11.

Relations With International Organisations.

a) The Conference may establish relations with any supranational inter-governmental or non-governmental international organisation concerned with European inland transport.

b) Whenever particular technical questions under discussion in the Conference may require the undertaking of special studies, the Council or the Committee will, whenever possible and in whatever manner seens most suitable, invite en appropriate inter-governmental or non-governmental international organisation concerned with European inland transport to carry out the studies required. The Committee shall, on the basis of these studies, submit its conclusions to the Council for approval.

c) (1) It is recognised that the Conference has a major interest in consulting the Organisation for European Economic Co-operation on questions of European inland transport of general economic importance, and also in consulting the other organisations referred to in paragraph (a) above on problems of transport in their respective fields. This consultation shall, as far as possible, be on a reciprocal basis.

2. If the Organisation for European Economic Co-operation considers that a question studies by the Conference is of general economic importance, it may unanimously request to be consulted, it being understood that the Conference may equally request, under the same conditions, to be consulted by the Organisation for European Economic Co-operation on problems falling within its own competence.

Article 12.

Rules of Procedure.

1. The Rules of the Procedure annexed hereto shall govern the work of the Conference.

2. The Council may, by unanimous decision, revise or make sdditions to the Rules of Procedure.

Article 13.

Amendments.

Any amendments to this Protocol may be adopted by the Council, the Ministers acting unanimously and furnished with full powers from their Governments. Any such amendments shall enter into force when all the member Govérnements have approved them.

Article 14.

Signature, Ratification and entry into Force.

1. The present Protocol shall remain open for signature, in Brussels, until lst May, 1954, to all Governments represented at the European Conference of Transport Ministers held at Brussels from 13th to 17th October 1953.

2. Any such Government may become a contracting party to the present Protocole :

b) by signature without reservation as to ratification ;

b) by signature with reservation as to ratification, followed by ratification.

3. In the cases referred to in paragraph 2 (b) above, the instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government, and shall take effect upon deposit. The Belgian Government shall notify the Governments referred to in paragraph 1 above of the deposit of instruments of ratification.

4. The present Protocol shall enter into force when six Governments have finally approved it, either by signature without reservation as to ratification or by signature followed by ratification, as the case may be. For each Government signing without reservation as to ratification or ratifying after the entry into force of the present Protocol, the Protocol shall enter into force upon signature of ratification, as the case may be.

5. Nevertheless, pending the entry into force of this Protocol, those Governments who have signed with reservation as to ratification agree, in order to avoid delay, to put in into operation upon signature on a provisional basis in so far as their several constitutional requirements permit.

Article 15.

Accession.

1. Any non-signatory European Government may become a contracting party to the present Protocol by accession thereto, after ils application for membership of the Conference has been unanimously approved by the Council.

2. Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government and shall take effect upon deposit.

Article 16.

Withdrawal.

Any member Government may withdraw from the present Protocol by giving six months notice to the Belgian Government, which shall notify other member Governments.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries being duly authorized to that effect have signed the pressent Protocol.

Done at Brussels this 17th day of October 1953, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a sigle copy which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government by which certified copies will be communicated to all the participating Governments.

For the Federal Republic of Germany :
SEEBOHEM.
For Austria :
For Belgium :
Sous réserve de ratification
P. W. SEGERS.
For Denmark :
Ad referendum
Palle CHRISTENSEN.
For Spain :
Sous réserve de ratification
Le Comte de VALLELLANO.
For France :
J. CHASTELLAIN.
For the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland :
Subject to ratification
SELKIRK.

For Greece :

For Ita'y :
Bernardo MATTARELLA.
For Luxembourg :
Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation de l'arrangement à conclure, conformément à 'l article 10. c.
V. BODSON.
For Norway :
Subject to ratification
Jakob PETTERSEN.
For the Netherlands :
Sous réserve de ratification
J. ALGERA.
For Portugal :
Ad referendum
M. GOMES de ARAUJO.
For Sweden :
Subject to ratidication
For Switzerland :
ESCHER.
For Turkey :
Sous réserve de ratification
K. ZEYTINOGLU.
For the British United-States Zone of the free territorry of Trieste :
Sous réserve de ratification
COSULICH.

Rules of Procedure for the European Conference of Ministers of Transport.

Rule 1.

Council.

a) The Council shall elect on the agreement of the majority of members present a Bureau consisting of a Chairman and two Vice-Chairmen. This Bureau shall in principle be re-elected annually and shall remain in office until new officers are elected.

b) The outgoing Chairman shall normally be replaced by the senior Vice-Chairman of the previous year and the latter by the junior Vice-Chairman of the previous year.

c) If, while holding office, a member of the Bureau should relinquish his responsibilities for transport in his own Government, he shall automatically be succeeded by his successor in his Government.

Rule 2.

The Council shall in principle be convened by its Chairman at least a year. In addition, a meeting of the Council shall be convened by the Chairman on the express request of not less than one-third of the members.

Rule 3.

Committee.

The Bureau of the Committee shall consist of a Chairman and two Vice-Chairmen. In order to ensure close co-operation between the Bureau of the Council and the Committee, the Chairman and Vice-Chairman of the Committee shall be respectively the deputies of the Chairman and Vice-Chairmen of the Council.

Rule 4.

The Committee shall meet as often as it considers necessary and, in any case, at each session of the Council. In addition, a meeting of the Committee shall be convened by the Chairman at the request or with the agreement of not less than one-third of the members.

Rule 5.

Unless the Council decides otherwise, meetings of both the Council and of the Committee shall be held in private.

Rule 6.

Restricted Groups.

The restricted groups forced in accordance with Article 8 of the Protocol shall determine their own methods of work.

Rule 7.

Agenda.

a) Before each meeting of the Council or of the Committee the Bureau concerned shall draw up a provisional agenda.

b) The first item on the agenda shall be a discussion of the measures taken by member countries to implement the Conclusions of the Conference.

c) The provisional agenda shall be made available to all members not less than six weeks before the date of each session of the Council and not less than three weeks before the date of each session of the Committee.

d) At the opening of each session any member shall have the right to propose an item for inclusion in the provisional agenda. Thereafter the agenda shall be adopted by a majority of members present.

Rule 8.

Voting.

The Resolutions agreed upon by the Council or the Committee on matters of procedure relating to the progress of their work shall be adopted by a majority of the members present, unless otherwise specially provided.

Rule 9.

Quorum.

The Council and the Committee shall not meet unless a minimum of two-thirds of the members are present of represented.

Rule 10.

Records.

Records shall be prepared of all meetings of the Council and of the Committee.

Rule 11.

Hearings.

When the Conference discusses a subject which comes within the competence of an international organisation, arrangements may be made, by a majority of the Committee to hear the views of that Organisation.

Rule 12.

Miscellaneous.

Except where the Bureau of the Council or of the Committee may decide otherewise, documents originating in the Conference shall be communicated only to member and associate Governments.

Rule 13.

The Bureau of the Council may with the agreement of the Council issue press communiqués on the work of the Conference.

Final Act.

The European Conferrnce of Ministers of Transports held at Brussels from 13th–17th October, 1953,

With a view to reaching common accrod on questions concerning European Inland Transports.

Has adopted and opened for signature the text of a Protocol concerning the European Conference of Ministers of Transports, with an Annex containing Rules of Procedure ;

And Has in addition adopted the following Resolutions concerning :

1. Rail Transport problems :

Joint use of goods wagons ;

Adoption of rational routes for the transport of goods by rail and the unification of tariff rates ;

Standardisation of equipment and electrification ;

International financing of purchases of railways rolling stock ;

Measures to increase the number of signatories to the International Conventions on Rail Transports and to expedite the ratification of International Conventions drafted by specialised Agencies.

2) Road Transport problems :

Development of international traffic arteries ;

Road signs and signals ;

Weights and dimensions of motor vehicles ;

Regulations for international transport ;

Road traffic ;

Provision of frontier posts on main international traffic arteries.

3) Inland Waterways Transport Problems :

Compilation of a list of development projects for inland waterways of interest to Europe as a whole ;

International problems involved in the use of inland waterways.

4) General problems relating to the three modes of transport :

Capital investment in transport ;

Perishable goods.

In witness whereof the undersigned representatives have signed the Present Final Act.

Done at Brussels the 17th day October, 1953, in a single copy in the English and French langages.

For the Federal Republic of Germany
SEEBOHN

For Austria :

For Belgium :
P. W. SEGERS.

For Demmark :
Ad referendum
Palle CHRISTENSEN.

For Spain :
Sous réserve de ratification
Le Comte de VALLELLANO.

For France :
J. CHASTELLAIN.

For the United Kingdom of Great–Britain and Northern Ireland :
SELKIRK.

For Greece :

For Italy :
Bernardo MATTARELLA.

For Luxembourg :
V. BODSON.

For Norway :
Subject to ratification
Jakob PETTERSEN.

For the Netherlands :
J. ALGERA.

For Porutugal :
M. GOMES de ARAUJO.

For Sweden :
Sven ANDERSSON.

For Switzerland :
ESCHER.

For Turkey :
K. ZEYTINOGLU.

For the British-United States Zone of the free teritıory of Trieste :
COSULICH.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εὐρωπαϊκὴ Διάσκεψις τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν.

Αἱ Κυβερνήσεις, αἱ ἀντιπροσωπευθεῖσαι εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Διάσκεψιν τῶν Ὑπουργῶν τῶν Μεταφορῶν καὶ συνελθοῦσαι εἰς Βρυξέλλας ἀπὸ 13 μέχρι 17 Ὀκτωβρίου 1953, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως ἐφαρμόσουν διαδικασίαν ἐπιτρέπουσαν τὴν λῆψιν ἀποτελεσματικῶν μέτρων διὰ τὸν συντονισμὸν καὶ τὴν ὀρθολογιστικὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐσωτερικῶν εὐρωπαϊκῶν μεταφορῶν διεθνοῦς σημασίας, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Εὐρωπαϊκὴ Διάσκεψις τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν.

Διὰ τῆς παρούσης ὀργανοῦται ἡ «Εὐρωπαϊκὴ Διάσκεψις τῶν Ὑπουργῶν τῶν Μεταφορῶν» (ὀνομαζομένη κατωτέρω «ἡ Διάσκεψις»).

Ἄρθρον 2.

Διάρθρωσις τῆς Διασκέψεως.

Ἡ Διάσκεψις περιλαμβάνει :

α) Τὸ Συμβούλιον τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν (ὀνομαζόμενον κατωτέρω «τὸ Συμβούλιον»).

β) Τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ἀναπληρωτῶν (ὀνομαζομένην κατωτέρω «ἡ Ἐπιτροπή»).

Τὰ δύο ταῦτα ὄργανα ἐξυπηρετοῦνται ὑπὸ μιᾶς Γραμματείας.

Ἄρθρον 3.

Σκοποὶ Διασκέψεως.

Ἡ Διάσκεψις ἔχει ὡς σκοπούς :

α) Νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τεῖνον εἰς τὴν πραγματοποίησιν, ἐντὸς πλαισίου γενικοῦ ἢ μερικοῦ, τῆς καλλιτέρας δυνατῆς χρησιμοποιήσεως καὶ τῆς ὀρθολογισμένης ἀναπτύξεως τῶν ἐσωτερικῶν εὐρωπαϊκῶν μεταφορῶν διεθνοῦς σημασίας.

β) Νὰ συντονίζῃ καὶ νὰ προωθῇ τὰς ἐργασίας τῶν διεθνῶν Ὀργανισμῶν τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς τὰς ἐσωτερικὰς εὐρωπαϊκὰς μεταφοράς, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς δράσεως τῶν ὑπερεθνικῶν Ἀρχῶν εἰς τὸν τομέα τοῦτον.

Ἄρθρον 4.

Μέλη καὶ Πρόσεδρα Μέλη τῆς Διασκέψεως.

1. Μέλη τῆς Διασκέψεως εἶναι αἱ συμβαλλόμεναι διὰ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου Κυβερνήσεις.

2. Πρόσεδρα μέλη τῆς Διασκέψεως εἶναι ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Καναδᾶ, ἐφ ὅσον ἤθελον ζητήσει τοῦτο, ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη Κυβέρνησις, τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις περὶ ἀποδοχῆς της ὡς προσέδρου μέλους ἤθελεν ἐγκριθῇ ὁμοφώνως παρὰ τοῦ Συμβουλίου.

3. Τὰ πρόσεδρα μέλη δύνανται ν' ἀντιπροσωπεύωνται διὰ παρατηρητῶν εἰς ὅλας τὰς συγκεντρώσεις τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς. Πάντα τὰ ἔγγραφα τῆς Διασκέψεως θὰ κοινοποιοῦνται πρὸς τὰ μέλη ταῦτα.

Ἄρθρον 5.

Συμβούλιον τῶν Ὑπουργῶν.

Τὸ Συμβούλιον ἀπαρτίζεται ἐκ τῶν Ὑπουργῶν εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ὁποίων ὑπάγονται αἱ ἐσωτερικαὶ μεταφοραί. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἐντὸς Κυβερνήσεως τινός διάφορα ζητήματα ἐσωτερικῶν μεταφορῶν ὑπάγονται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα δύο ἢ περισσοτέρων Ὑπουργῶν, οὗτοι δύνανται νὰ μετέχωσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οὐδεμία Κυβέρνησις-μέλος θὰ διαθέτῃ περισσοτέρας τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον 6.

Ἐπιτροπὴ Ἀναπληρωτῶν.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπαρτίζεται ἐξ ὑπαλλήλων ὁριζομένων ἀνὰ ἑνὸς ὡς ἀναπληρωτοῦ ἑκάστου Ὑπουργοῦ, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι οὐδεμία Κυβέρνησις-μέλος θὰ διαθέτῃ πλέον τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὴν Ἐπιτροπήν.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχει ὡς ἔργον :

α) νὰ προπαρασκευάζῃ τὰς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου,

β) νὰ ἐπιλαμβάνεται τῶν θεμάτων δι' ἅτινα ἤθελε χορηγηθῇ εἰδικὴ πληρεξουσιότης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου,

γ) νὰ πληροφορῇ τὴ Συμβούλιον ἐπὶ τῶν ληφθέντων μέτρων εἰς τὰς διαφόρους χώρας πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν ληφθεισῶν ἀποφάσεων εἰς τοὺς κόλπους τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 7.

Διοικητικαὶ διατάξεις.

α) Ἡ διοικητικὴ ἕδρα τῆς Διασκέψεως ὁρίζεται εἰς Παρισίους. Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται παρὰ τῇ διοικητικῇ ἕδρᾳ τῆς Διασκέψεως ἢ εἰς ἕτερον μέρος, συμφώνως πρὸς ληφθησομένην ἀπόφασιν. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται κανονικῶς παρὰ τῇ διοικητικῇ ἕδρᾳ τῆς Διασκέψεως. Δυνατὸν νὰ συνέρχεται καὶ εἰς ἕτερον τόπον ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ οὕτω, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως.

β) Ἡ γραμματεία Διοικήσεως εἶναι διοικητικῶς συνεδεμένη μὲ τὴν γραμματείαν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας, προκειμένου ὅμως περὶ ἐξασκήσεως τῶν καθηκόντων της ἐξαρτᾶται ἀποκλειστικῶς ἐκ τῆς Διασκέψεως. Οἱ Γραμματεῖς τῆς Διασκέψεως διορίζονται τῇ συγκαταθέσει τῆς Διασκέψεως. Οὗτοι εἶναι ἐπιφορτισμένοι μὲ τὴν σύνταξιν τῶν ἡμερησίων διατάξεων, ἀπολογισμῶν καὶ πρακτικῶν τῶν συνεδριάσεων τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς. Καταγράφουν τὰ πορίσματα τῆς Διασκέψεως, διανέμουν τὰ ἔγγραφα καὶ τηροῦν τὰ ἀρχεῖα τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 8.

Ὁμάδες περιωρισμένης δράσεως.

α) Ὁμάδες περιωρισμένης δράσεως δύνανται νὰ συγκροτοῦνται διὰ τὴν μελέτην καὶ συνέχισιν συζητήσεως ἐπὶ θεμάτων παρουσιαζόντων ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον δι' ὡρισμένα μέλη, ἐντὸς τῶν πλαισίων καὶ τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς Διασκέψεως.

β) Ὁ σχηματισμὸς μιᾶς τοιαύτης ὁμάδος δέον νὰ γνωστοποιῆται εἰς τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον θὰ τηρῆται ἐνήμερον ἐπὶ τῆς γενικῆς πορείας τῶν ἐργασιῶν τῆς ὁμάδος ταύτης.

γ) Ὅσα ἐκ τῶν λοιπῶν μελῶν ἤθελον κρίνει ὅτι ἔχουσιν ἐνδιαφέρον, θὰ γίνωνται δεκτὰ ὅπως παρακολουθῶσι τὰς μελέτας καὶ συζητήσεις τῆς ὁμάδος ταύτης, πλὴν δὲν θὰ δικαιοῦνται ν' ἀντιταχθῶσιν εἰς τὴν συνέχισιν τῶν συζητήσεων τούτων ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 9.

Πορίσματα τῆς Διασκέψεως.

α) Ἀποφάσεις ληφθεῖσαι εἰς τοὺς κόλπους τῆς Διασκέψεως τίθενται ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰς συμμετεχούσας χώρας.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἐπὶ τῶν Μεταφορῶν Ὑπουργοὶ θὰ λάβωσιν ἢ θὰ προτείνωσιν ἕκαστος, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἁρμοδιότητός του, ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα.

β) Ἐὰν ἡ σύναψις μιᾶς διεθνοῦς συμφωνίας γενικῆς ἢ περιωρισμένης θεωρεῖται ἀπαραίτητος, ἕκαστος ἐνδιαφερόμενος Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν Μεταφορῶν ζητεῖ παρὰ τῆς Κυβερνήσεώς του, ὅπως δεόντως ἐξουσιοδοτηθῇ ὁ ἴδιος ἢ ἕτερον ἢ πλείονα εἰδικῶς πρὸς τοῦτο ὑποδεικνυόμενα πρόσωπα.

Πᾶσα διεθνὴς συμφωνία οὕτω συναφθεῖσα μεταξὺ ὡρισμένου ἀριθμοῦ Κυβερνήσεων-μελῶν, θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς εἰσδοχὴν καὶ ἄλλων Κυβερνήσεων-μελῶν.

γ) Ἐπὶ ὡρισμένων εἰδικῶν περιπτώσεων, ἡ Διάσκεψις ἢ ὁμὰς περιωρισμένη, δύναται κατόπιν ὁμοφώνου ἀποφάσεως, καὶ παρὰ τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων α καὶ β, νὰ διαβιβάσῃ τὰ συμπεράσματά της εἰς διεθνῆ ὀργανισμὸν ἔχοντα ἀποφασιστικὴν ἁρμοδιότητα καὶ νὰ ζητήσῃ παρ' αὐτοῦ ν' ἀποδεχθῇ τὰ συμπεράσματα ταῦτα καὶ νὰ τὰ ἐπικυρώσῃ δι' ἀποφάσεως.

δ) Πᾶσα Κυβέρνησις-μέλος τῆς Διασκέψεως, μὴ συμμετέχουσα ὅμως εἰς διεθνῆ ὀργανισμόν, ὅστις ἠθελε λάβει ἀπόφασίν τινα δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου (γ), δύναται ν' ἀναγγείλῃ εἰς τὴν Διάσκεψιν τὴν πρόθεσίν της ὅπως ἐνεργήσῃ ὡς ἐὰν ἦτο δεσμευμένη διὰ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 10.

Οἰκονομικαὶ διατάξεις.

α) Ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ὀργάνωσις Οἰκονομικῆς Συνεργασίας θὰ προσκληθῇ ὅπως ἀναλάβῃ τοὺς μισθοὺς καὶ τὰ ἔξοδα τῆς Γραμματείας καὶ προμηθεύει τὰ ἀναγκαιοῦντα ὑλικὰ μέσα διὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις εἰς ἣν περίπτωσιν ἕν ἐκ τῶν ὀργάνων τῆς Διασκέψεως συνέρχεται ἐκτὸς τῆς ἕδρας του, ἡ καλοῦσα χώρα ἀναλαμβάνει τὰ ἔξοδα τῆς συγκεντρώσεως πλὴν τῶν ἐξόδων τῆς Γραμματείας, τὰ ὁποῖα καταβάλλει ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ὀργάνωσις Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.

β) Αἱ Κυβερνήσεις-μέλη τῆς Διασκέψεως, αἵτινες δὲν εἶναι μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας θὰ συνεισφέρουν εἰς τὰ ἔξοδα τῆς Διασκέψεως κατὰ τὰς εἰδικὰς διατάξεις, αἵτινες θέλουσι καθορισθῇ μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τούτων καὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.

γ) Οἱ ὅροι ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς καὶ τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 7 θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον συμφωνίας μεταξὺ τῆς Διασκέψεως καὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.

Ἄρθρον 11.

Σχέσεις μετὰ τῶν διεθνῶν Ὀργανισμῶν.

α) Ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ δημιουργήσῃ σχέσεις μετὰ τῶν διεθνῶν Ὀργανισμῶν, εἴτε ὑπερεθνικῶν, διὰ κυβερνητικῶν ἢ μὴ κυβερνητικῶν ἐνδιαφερομένων μὲ ζητήματα τῶν Εὐρωπαϊκῶν ἐσωτερικῶν μεταφορῶν.

β) Ἐὰν ἡ Διάσκεψις ἐπιλαμβάνεται ὡρισμένων τεχνικῶν ζητημάτων, τὰ ὁποῖα νὰ χρήζουν ἰδιαιτέρας μελέτης τὸ Συμβούλιον ἢ ἡ Ἐπιτροπὴ ἀναθέτει, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἐφικτὸν καὶ κατὰ τὸν πλέον κατάλληλον τρόπον, εἰς διεθνῆ διακυβερνητικὴν ἢ ἁρμοδίαν μὴ Κυβερνητικὴν ὀργάνωσιν ἐνδιαφερομένην μὲ εὐρωπαϊκὰς μεταφοράς, τὴν φροντίδα ὅπως ἐκπονῇ τὰς ἀναγκαίας μελέτας. Βασιζομένη ἐπὶ τῶν μελετῶν αὐτῶν ἡ Ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει τὰ πορίσματά της πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὸ Συμβούλιον.

1. Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ Διάσκεψις ἔχει κάθε συμφέρον νὰ συμβουλεύηται τὴν Εὐρωπαϊκὴν Ὀργάνωσιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας ἐπὶ ζητημάτων εὐρωπαϊκῶν ἐσωτερικῶν μεταφορῶν, ἅτινα παρουσιάζουν γενικὸν ἐνδιαφέρον οἰκονομικόν, πρόσετι δὲ νὰ συμβουλεύηται τὰς ἄλλας ὀργανώσεις τὰς προβλεπομένας ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ (α) ἐπὶ προβλημάτων μεταφορᾶς, τὰ ὁποῖα ἐμπίπτουν ἀντιστοίχως εἰς τὴν δικαιοδοσίαν αὐτῶν.

Ἡ αἴτησις αὕτη συμβουλῆς θὰ ἔχῃ χαρακτῆρα ἀμοιβαιότητος ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν.

2. Ἐὰν ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ὀργάνωσις Οἰκονομικῆς Συνεργασίας κρίνῃ ὅτι θέμα τι ὑπὸ μελέτην παρὰ τῆς Διασκέψεως παρουσιάζει γενικὸν οἰκονομικὸν ἐνδιαφέρον, δύναται νὰ ζητήσῃ ὁμοφώνως ν' ἀκουσθῇ ἡ γνώμη της, νοουμένου ὅτι καὶ ἡ Διάσκεψις θὰ δύναται ὁμοίως ἐπὶ ζητημάτων τῆς ἁρμοδιότητός της νὰ ζητήσῃ ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους ν' ἀκουσθῇ ἡ γνώμη της παρὰ τῇ Εὐρωπαϊκῇ Ὀργανώσει Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.

Ἄρθρον 12.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμός.

1. Ὁ προσηρτημένος τῷ παρόντι πρωτοκόλλῳ ἐσωτερικὸς κανονισμὸς διέπει τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

2. Τὸ Συμβούλιον δύναται ν' ἀναθεωρήσῃ ἢ συμπληρώσῃ τὸν ἐσωτερικὸν Κανονισμὸν μετ' ἀπόφασιν ληφθεῖσαν ὁμοφώνως.

Ἄρθρον 13.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον δύναται νὰ τροποποιηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κατόπιν ὁμοφώνου ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν, οἵτινες δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι πρὸς τοῦτο μὲ πληρεξουσιότητα ἐκ μέρους τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των. Αἱ τροποποιήσεις ἰσχύουσιν εὐθὺς ἅμα τῇ ἐγκρίσει των ἐκ μέρους τῶν Κυβερνήσεων μελῶν.

Ἄρθρον 14.

Ὑπογραφή, Ἐπικύρωσις καὶ Ἔναρξις Ἰσχύος.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν εἰς Βρυξέλλας μέχρι τῆς 1ης Μαΐου 1954 παρὰ πασῶν τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Διάσκεψιν τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν τὴν λαβοῦσαν χώραν εἰς Βρυξέλλας ἀπὸ 13 ἕως 17 Ὀκτωβρίου 1953.

2. Ἑκάστη τῶν ὡς ἄνω Κυβερνήσεων δύναται νὰ γίνῃ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκκολλον:

α) Δι' ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως.

β) Δι' ὑπογραφῆς ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, ἥτις δέον ἐπακολουθήσῃ.

3. Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς παραγρ. 2β τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ ἔγγραφα τῆς ἐπικυρώσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῇ Βελγικῇ Κυβερνήσει καὶ ἡ ἐπικύρωσις θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως τῶν ἐγγράφων. Ἡ Βελγικὴ Κυβέρνησις θὰ προβῇ εἰς σχετικὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1.

4. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς ἓξ Κυβερνήσεις τοὐλάχιστον θὰ τὸ ἐγκρίνουν ὁριστικῶς, εἴτε κατόπιν ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, εἴτε κατόπιν ὑπογραφῆς καὶ ἐν συνεχείᾳ ἐπικυρώσεως.

Δι' ἑκάστην Κυβέρνησιν ἥτις, μετὰ τὴν ἰσχὺν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, θὰ ὑπογράψῃ τοῦτο ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως εἴτε θὰ τὸ ἐπικυρώσῃ, τὸ Πρωτόκολλον θὰ ἰσχύσῃ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς ἐπικυρώσεως.

5. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἐν ἀναμονῇ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πτωτοκόλλου, αἱ Κυβερνήσεις, αἵτινες θὰ τὸ ὑπογράψουν μὲ ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, συμφωνοῦν, ὅπως, πρὸς ἀποφυγὴν πάσης καθυστερήσεως, θέσουν τοῦτο εἰς ἐφαρμογὴν ἅμα τῇ ὑπογραφῇ ὑπὸ τύπον προσωρινότητος, ἐφ' ὅσον αἱ συνταγματικαὶ διατάξεις τῶν ἀντιστοίχων Χωρῶν τὸ ἐπιτρέπουν.

Ἄρθρον 15.

Συμμετοχή.

1. Πᾶσα εὐρωπαϊκὴ Κυβέρνησις μὴ συμμετέχουσα, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησίς της περὶ συμμετοχῆς θὰ ἐγκριθῇ ὁμοφώνως παρὰ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὰ ἔγγραφα τῆς συμμετοχῆς θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῇ Βελγικῇ Κυβερνήσει καὶ ἡ συμμετοχὴ θὰ ἰσχύσῃ ἅμα τῇ καταθέσει.

Ἄρθρον 16.

Καταγγελία.

Ἑκάστη Κυβέρνησις-μέλος θὰ δύναται νὰ καταγγείλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, κατόπιν προειδοποιήσεως πρὸ ἓξ μηνῶν τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ ἀνακοινώσῃ τοῦτο πρὸς τὰς λοιπὰς Κυβερνήσεις Μέλη.

Εἰς πίστωσιν, οἱ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι, εἰδικῶς ἐξουσιοδοτούμενοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1953, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὸ αὐτὸ κῦρος, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, ὅπερ θὰ καραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ κοινοποιήσῃ ἀντίγραφον δεόντως κεκυρωμένον πρὸς ἅπασας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις.

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ

Ἄρθρον 1.

Συμβούλιον.

α) Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, διὰ πλειοψηφίας τῶν παρόντων μερῶν, τὸ Γραφεῖον συγκείμενον ἐξ ἑνὸς Προέδρου καὶ δύο Ἀντιπροέδρων. Τὸ Γραφεῖον ἐκλέγεται κατ' ἀρχὴν καθ' ἕκαστον ἔτος καὶ παραμένει μέχρι τῆς ἐκλογῆς τοῦ νέου.

β) Ὁ ἐξερχόμενος Πρόεδρος ἀντικαθίσταται κανονικῶς διὰ τοῦ α' Ἀντιπροέδρου τοῦ προηγουμένου ἔτους καὶ οὗτος διὰ τοῦ β' Ἀντιπροέδρου.

γ) Ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς του, μέλος τι τοῦ Γραφείου ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ὡς Ὑπουργοῦ Μεταφορῶν ἐντὸς τῆς ἰδίας του Κυβερνήσεως, ἀντικαθίσταται αὐτομάτως εἰς τὰ καθήκοντά του διὰ τοῦ Ὑπουργοῦ, ὅστις τὸν διαδέχεται.

Ἄρθρον 2.

Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται κατ' ἀρχὴν τοὐλάχιστον ἅπαξ κατ' ἔτος τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου του. Ἐξ ἄλλου συγκαλεῖ οὗτος τὸ Συμβούλιον ὁπόταν τὸ τρίτον τοὐλάχιστον τῶν μελῶν ὑποβάλουν εἰδικῶς σχετικὴν αἴτησιν.

Ἄρθρον 3.

Ἐπιτροπή.

Τὸ Γραφεῖον τῆς Ἐπιτροπῆς συντίθεται ἐξ ἑνὸς Προέδρου καὶ δύο Ἀντιπροέδρων. Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐξασφαλισθῇ στενὸς σύνδεσμος μεταξὺ τοῦ Γραφείου τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Γραφείου τῆς Ἐπιτροπῆς, ὁ Πρόεδρος καὶ οἱ Ἀντιπρόεδροι τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἀντιστοίχως οἱ ἀναπληρωταὶ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Ἀντιπροέδρων τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἐπιτροπὴ συνέρχεται ὁσάκις κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει καθ' ἑκάστην σύνοδον τοῦ Συμβουλίου. Ὁ Πρόεδρος συγκαλεῖ ἐπίσης τὴν Ἐπιτροπὴν ἐπὶ τῇ αἰτήσει ἢ μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ ἑνὸς τρίτου τοὐλάχιστον τῶν μελῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἐκτὸς ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου, αἱ συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς δὲν εἶναι δημόσιαι.

Ἄρθρον 6.

Αἱ περιωρισμέναι ὁμάδες, συνιστώμεναι συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 8 τοῦ Πρωτοκόλλου, κανονίζουν τὸν τρόπον τῆς ἐργασίας των.

Ἄρθρον 7.

Ἡμερησία Διάταξις.

α) Πρὸ ἑκάστης συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς, τὸν ἐδιαφερόμενον Γραφεῖον καταρτίζει τὴν προσωρινὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

β) Τὸ πρῶτον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως θ' ἀφορᾷ τὴν ἐξέτασιν τῶν μέτρων ἅτινα ἔλαβον αἱ χῶραι-μέλη διὰ νὰ θέσουν εἰς ἐφαρμογὴν τὰς ἀποφάσεις τῆς Διασκέψεως.

γ) Ἡ προσωρινὴ ἡμερησία διάταξις τίθεται ὑπ' ὄψιν ὅλων τῶν μελῶν ἓξ ἑβδομάδας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης συνόδου τοῦ Συμβουλίου καὶ τρεῖς ἑβδομάδας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

δ) Κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης συνόδου, πᾶν μέλος δικαιοῦται νὰ ἐγγράψῃ θέμα εἰς τὴν προσωρινὴν ἡμερησίαν διάταξιν. Μετὰ ταῦτα ἡ ἡμερησία διάταξις γίνεται ἀποδεκτὴ διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων μελῶν.

Ἄρθρον 8.

Ψηφοφορία.

Αἱ ἀποφάσεις αἱ λαμβανόμεναι παρὰ τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ θεμάτων διαδικασίας μὲ ἀντικείμενον τὴν πορείαν τῶν ἐργασιῶν γίνονται δεκταὶ διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων μελῶν, ἐκτὸς ἀντιθέτου εἰδικῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 9.

Ἀπαρτία.

Διὰ πᾶσαν συγκέντρωσιν τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς, ὑφίσταται ἀπαρτία ὅταν τὰ δύο τρίτα τῶν μελῶν εἶναι παρόντα ἢ ἀντιπροσωπεύονται.

Ἄρθρον 10.

Πρακτικά.

Τηροῦνται πρακτικὰ διὰ πᾶσαν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 11.

Ἔκθεσις ἀπόψεων.

Ὁσάκις ἡ Διάσκεψις συζητεῖ θέμα διὰ τὸ ὁποῖον Διεθνὴς Ὀργανισμὸς θεωρεῖται ἁρμόδιος, ἡ Ἐπιτροπή, ἀποφασίζουσα κατὰ πλειοψηφίαν, δύναται νὰ λάβῃ τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ ν' ἀκουσθοῦν αἱ ἀπόψεις τοῦ ἐν προκειμένῳ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 12.

Διάφοροι Διατάξεις.

Ἐκτὸς ἀντιθέτου ἀποφάσεως τοῦ Γραφείου τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς Ἐπιτροπῆς, τὰ ἐκδιδόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἔγγραφα ἀνακοινοῦνται μόνον εἰς τὰς Κυβερνήσεις—Μέλη.

Ἄρθρον 13.

Τὸ Γραφεῖον τοῦ Συμβουλίου, μετὰ συγκατάθεσιν τοῦ Συμβουλίου δύναται νὰ δημοσιεύῃ ἀνακοινωθὲν τοῦ τύπου ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ